

d'assistance que cette province a faite afin de l'aider à sortir de l'impasse où elle se trouve.

Et maintenant, examinons dans quelle situation se trouvent les provinces de Québec et d'Ontario. Mais, avant de citer les chiffres concernant ces deux provinces, je désire donner aux honorables membres l'assurance que je ne veux en rien faire des observations susceptibles de susciter de l'animosité entre l'Est et l'Ouest. Nous admirons et aimons nos concitoyens de l'Est; nous nous intéressons à l'Est et n'avons nullement le désir de provoquer la désunion. Cependant, lorsqu'une partie du pays est en butte à l'injustice et que cette situation se perpétue pendant une longue suite d'années; lorsque les gens qui bénéficient de cette injustice ne savent pas apparemment qu'elle existe et de fait parlent de façon à nous blesser, il est grandement temps de les renseigner et de leur dire de se tenir tranquilles. Pour ce qui est de la province de Québec, l'augmentation des prix représente une somme de \$101,171,562. Les producteurs du Québec ont bénéficié de cet état de choses jusqu'à concurrence de \$132,867,447. En d'autres termes, la population du Québec, tandis que les trois provinces de l'Ouest perdaient d'énormes sommes, a réalisé un profit de \$31,685,885 par suite de l'imposition des droits de douane. Or, Québec devrait être capable de voir un peu mieux à ses problèmes de chômage dans ces circonstances. Durant la même période, l'augmentation des prix dans l'Ontario a été de \$168,732,723, mais le tarif lui a rapporté un profit de \$220,722,484. En d'autres termes, le gain que l'Ontario a retiré du tarif a été de \$51,989,761. Je prétends donc que les gens de deux provinces qui ont retiré de tels bénéfices devraient bien faire attention à ce qu'ils disent au sujet de leurs malheureux voisins de l'Ouest qui sont loin d'avoir eu la même chance.

Voilà quant à l'augmentation tarifaire. Puis il y a une autre situation que beaucoup de gens ne connaissent pas très bien, je crois. Je vais parler durant quelques instants de ma province, sans mentionner les autres. La tarification des chemins de fer du Dominion du Canada est telle que, de toutes façons, l'Alberta paie les hauts prix. Cette province est traitée plus injustement que toute autre province du Dominion. On devrait tenir compte de cela. Une foule de gens raillent le gouvernement de progrès que s'est donné la population de l'Alberta. Je suis certain que, si les gens de certaines provinces de l'Est souffraient autant que ceux de l'Alberta, ils ne seraient pas aussi calmes que l'a été l'Alberta. Ce que nous voulons faire, c'est de trouver la cause de tout le mal et d'y porter remède autant qu'il est humainement possible de le faire. Il y a

sûrement quelque chose qu'on peut faire. Je vais lire un extrait d'un éditorial d'un journal de l'Ouest, journal qui n'est pas un défenseur du Crédit Social:

Cette province (Alberta) se trouve réellement au sommet de la tarification générale des taux de chemins de fer du Canada.

Je n'ai pas le temps de lire tout l'article, mais je puis dire que les détails qu'il expose ont une portée énorme sur le problème de l'assistance dans ces provinces. Il y a des gens qui souffrent de tout cela. Quelque désireux qu'ils soient de travailler, quelque soin qu'ils prennent à vivre économiquement ou à essayer d'éviter l'assistance, ils sont esclaves de circonstances qui font véritablement la honte du pays.

Il y a certaines autres questions que je veux traiter. Je ne désire pas parler plus longtemps de l'inégalité de traitement; je pourrai le faire plus tard pour éclairer la Chambre. J'imagine que, si nous tolérons ces choses, c'est simplement parce que nous ne les connaissons pas. Je ne les connaissais pas moi-même avant de m'en enquérir, et je ne saurais blâmer les gens dont l'attention n'a jamais été appelée sur ces choses. Il nous appartient de les signaler aux honorables députés et nous le faisons dans un esprit de bonne camaraderie et de sincère franchise en leur demandant qu'on les corrige afin de nous permettre de vivre. Voilà tout. C'est pourquoi j'ai dit tout à l'heure que la question est extrêmement sérieuse. Les trois provinces des Prairies tremblent à l'idée que l'on songe à diminuer leurs subventions pour l'assistance des chômeurs. Le relèvement économique va se faire chez nous bien plus lentement que dans les autres provinces, et cela précisément à cause de cette terrible charge qui nous incombe. Si l'on diminue les subventions pour l'assistance aux chômeurs dans l'Alberta, le Manitoba et la Saskatchewan, en proportion de la diminution des mêmes subventions dans l'Ontario et le Québec, on fera preuve de la plus honteuse injustice envers ces trois provinces des Prairies, comme on peut en juger par les chiffres que j'ai exposés. On devrait répartir plus généreusement les secours accordés à ces trois provinces étant donné le fardeau supplémentaire qu'elles ont à porter. Je soumets l'affaire en toute sincérité et animé du désir de collaborer; je ne le fais pas dans un esprit de critique et afin de me plaindre ou de trouver à redire; de fait, ce n'est pas là l'attitude que les gens de l'Alberta ou de l'Ouest ont l'habitude de prendre. Nous sommes les descendants des pionniers et les pionniers d'ordinaire ne demandent pas l'aumône. Tout ce que nous voulons, c'est que l'on nous donne la chance de gagner notre vie et nous la gagnerons.